



JUIN 2005



RAPPORT DE GESTION
1^{er} semestre 2005

Chiffres clés

Groupe : données consolidées

EN MILLIONS D'EUROS	30/06/05 IAS/IFRS ⁽¹⁾	30/06/04 IAS/IFRS ⁽²⁾	30/06/04 Normes Françaises	VARIATION % 2005/2004 IAS/IFRS
BILAN				
Dépôts clientèle	15 038,5	14 335,3	14 335,3	+ 4,9
Crédits clientèle	19 165,6	18 014,2	18 014,2	+ 6,4
Capitaux propres	1 267,3	1 163,6	1 163,6	+ 8,9
Encours créances douteuses (montant brut)	1 041,4	1 047,5 ⁽³⁾	1 128,5	- 0,6
Stock de provision pour créances douteuses	601,0	607,4 ⁽³⁾	688,4	- 1,1
TOTAL DU BILAN	29 412,7	ND	27 592,4	ND
ACTIFS GÉRÉS	31 194,4	31 374,2	31 374,2	- 0,6
RÉSULTATS				
Produit Net Bancaire	678,7	650,3	649,4	+ 4,4
Résultat Brut d'Exploitation	226,7	210,9	212,1	+ 7,5
Résultat courant avant impôt	200,8	176,9	178,2	+ 13,5
Bénéfice net (part du Groupe)	127,6	114,2	115,5	+ 11,7

⁽¹⁾ Normes IAS/IFRS y compris les normes 32 et 39 et IFRS 4

⁽²⁾ Normes IAS/IFRS hors les normes 32 et 39 et IFRS 4

⁽³⁾ Chiffres aux normes françaises retraités des provisions sur intérêts contentieux

Chiffres clés

RATIOS (en %)	30/06/05 (3)	30/06/04 (5)	30/06/03 (5)
Coût du risque / Encours de crédits	0,29	0,39	0,36
Capitaux propres / Total du Bilan	4,31	4,22	4,36
Ratio de solvabilité ⁽¹⁾	9,11	9,31	9,11
Part des fonds propres durs ⁽²⁾ / Encours pondérés ⁽¹⁾	6,72	6,78	6,66

Crédit du Nord social (société mère)

EN MILLIONS D'EUROS	30/06/05 IAS/IFRS ⁽³⁾	30/06/04 IAS/IFRS ⁽⁴⁾	30/06/04 Normes Françaises	VARIATION % 2005/2004 IAS/IFRS
Produit Net Bancaire	489,5	483,6	483,5	+ 1,2
Résultat Brut d'Exploitation	192,4	189,7	189,7	+ 1,4
Résultat net	121,2	123,9	123,9	- 2,2

⁽³⁾ Normes IAS/IFRS y compris les normes 32 et 39 et IFRS 4

⁽⁴⁾ Normes IAS/IFRS hors les normes 32 et 39 et IFRS 4

⁽⁵⁾ Normes françaises

⁽¹⁾ Ces ratios sont présentés à titre d'information pour apprécier la rentabilité du Groupe Crédit du Nord puisqu'il convient de rappeler que compte tenu de son actionariat, le Groupe Crédit du Nord n'est pas assujéti individuellement au respect des ratios réglementaires de solvabilité.

⁽²⁾ Tier One

Rapport de gestion

JUIN 2005

L'économie française est demeurée peu dynamique au cours du premier semestre

Alors que la croissance mondiale reste bien orientée, même si elle apparaît en retrait par comparaison avec une année 2004 record, les principales économies de la zone euro ne sont pas parvenues à sortir de leur langueur au cours du semestre. Ainsi, deux de nos principaux partenaires commerciaux, l'Allemagne et l'Italie, connaissent l'un et l'autre une demande intérieure très faible qui conduit l'Italie dans une situation de récession, alors que l'Allemagne sauve une croissance modérée grâce à la compétitivité retrouvée de ses productions, ce qui favorise ses exportations.

Comme, par ailleurs, la spécialisation sectorielle et géographique des exportateurs français ne semble pas permettre à notre économie de tirer le plein profit du dynamisme de l'Asie ou des Etats-Unis, la demande intérieure demeure le principal soutien de l'activité. La consommation des ménages et l'investissement ont continué à jouer leur rôle moteur au cours du semestre tout en affichant un certain ralentissement. La consommation ralentit car, après les baisses du taux d'épargne de 2004, elle retrouve une évolution plus cohérente avec celle plus modérée du pouvoir d'achat. L'investissement, lui, pâtit des incertitudes qui pèsent tant sur la demande intérieure que sur l'économie mondiale à la suite de la très forte progression des cours du pétrole (le Brent de la mer du Nord est ainsi passé de 40 \$ par baril en décembre 2004 à 54 \$ en juin 2005).

Comme cette hausse des prix du pétrole, potentiellement source d'une accélération de l'inflation, a été contrebalancée par une baisse sensible de l'euro, la Banque Centrale Européenne a maintenu son dispositif inchangé. Cela fait désormais 24 mois que le niveau des taux courts au sein de la zone euro n'a pas bougé. Les taux longs, en revanche, ont poursuivi leur détente très rapide, initiée à la mi-2004. Le taux de l'OAT 10 ans est ainsi passé de 4,39% en juin 2004 à 3,64% en décembre et 3,20% en juin 2005. La détérioration des perspectives économiques explique ce recul que même le spectre d'un possible choc pétrolier n'a pas remis en cause.

De leur côté, les marchés boursiers ont affiché une très belle progression, le CAC 40 gagnant 10,2% en l'espace de 6 mois pour atteindre 4 229 points à fin juin, retrouvant ainsi ses niveaux de mars 2002.

Cette performance est à rapprocher des très bons résultats affichés par les grandes entreprises françaises qui parviennent, grâce à leur internationalisation réussie, à bénéficier pleinement du dynamisme de l'économie mondiale.

Le Groupe Crédit du Nord confirme son haut niveau de performances commerciales et financières

Les résultats au 30 juin 2005 sont établis dans les nouvelles normes comptables IFRS, y compris les normes 32 et 39 et IFRS 4. Ils sont comparés à des chiffres du premier semestre 2004 également établis selon les normes IFRS mais hors les normes 32 et 39 et IFRS 4.

Le Groupe Crédit du Nord a confirmé au cours du premier semestre 2005 la très bonne progression de ses résultats enregistrée en 2003 puis en 2004. Ainsi, le PNB a progressé de 4,4%, le RBE de 7,5% et le résultat net part du groupe de 11,7% pour atteindre 127,6 M€. Le ROE est de 20,7% pour un Tier One de 6,7%.

Les nouvelles normes ont, en outre, conduit à constituer une provision au titre des engagements futurs attachés aux produits d'épargne logement dont le montant est réévalué lors de chaque arrêté trimestriel en fonction du niveau des taux d'intérêt. Hors impact de cette réévaluation, le PNB semestriel aurait connu une progression de 5,0% plus représentative de la tonicité de l'exploitation du Groupe.

La marge sur dépôts, qui continue de pâtir du contexte de taux bas, a progressé de façon significative grâce à la forte croissance des volumes, en particulier ceux de dépôts à vue. Le niveau élevé des liquidités détenues par nos clients particuliers et entreprises est un signe de bonne santé financière mais également la traduction de l'attentisme de nombreux acteurs économiques.

La marge sur crédits a souffert de l'atonie de l'activité économique, les encours de crédits court terme étant étales ce semestre, corollaire du haut niveau des dépôts à vue. Les productions de crédits à l'habitat sont, en revanche, demeurées extrêmement fortes, les marchés immobiliers poursuivant leur progression, alors que les productions de crédits d'équipement se sont maintenues à des niveaux comparables à ceux de 2004.

Rapport de gestion

JUIN 2005

Les commissions bancaires restent tirées par les développements significatifs des fonds de commerce. Le marché des clients professionnels se distingue par un dynamisme remarquable pour la troisième année consécutive.

Le semestre a été marqué par la poursuite de l'enrichissement de la gamme des produits et services offerts aux clients du Groupe au travers du lancement des cartes American Express Personnelle et American Express Gold, plus de 10 000 cartes ayant été vendues en moins de 6 mois.

La tonicité commerciale des banques du Groupe trouve également sa traduction dans la bonne orientation des productions d'épargne financière. La collecte d'assurance vie a ainsi très fortement progressé. Les souscripteurs se sont orientés de façon beaucoup plus nette qu'en 2004 vers les supports en unités de compte. Le choix de supports davantage investis en actions marque le retour progressif de la confiance des épargnants. Cette confiance retrouvée explique également que la collecte nette soit redevenue positive pour les OPCVM moyen et long terme après plusieurs années de décollecte. La restructuration de la gamme opérée en fin d'année dernière, afin de la rendre à la fois plus lisible et plus performante, a aussi contribué à cette meilleure orientation.

Dans ce contexte de marché plus favorable, la société de bourse Gilbert Dupont a continué à accompagner le retour sur les marchés des clients du Groupe Crédit du Nord. Elle a introduit sur le marché Meilleurtaux.com, première entreprise à être cotée sur Alternext, marché non réglementé réservé aux petites et moyennes entreprises. La société de bourse du Groupe fait partie des 11 brokers labellisés au cours du semestre par Euronext en tant qu'« expert en valeurs moyennes », label créé afin de développer l'accès aux marchés des petites et moyennes entreprises.

La mise en œuvre des grands projets techniques et organisationnels s'est poursuivie selon les calendriers prévus

Au cours du semestre plusieurs projets sont entrés en phase opérationnelle alors que les autres se poursuivaient sur un bon rythme.

La mise en œuvre du nouveau poste de travail en agences a été étendue pour partie aux marchés des entreprises et des professionnels en début d'année après la première livraison en mai 2004 dédiée au marché des particuliers.

Parallèlement, le déploiement dans toutes les agences de la nouvelle organisation du travail a été achevé au 30 juin. Cette nouvelle organisation a pour objectif d'accroître la disponibilité commerciale des conseillers, en s'appuyant sur l'ergonomie du nouveau poste de travail, tout en optimisant l'allocation de nos ressources.

L'ambitieux programme d'ouvertures d'agences décidé à l'automne 2004 a trouvé son rythme de croisière au cours de ce semestre puisque 20 agences ont été ouvertes au cours des six premiers mois de l'année, soit presque autant que pour toute l'année 2004. Ces 20 agences sont localisées dans 17 départements différents, ce qui traduit la volonté d'un développement organique tirant parti de potentiels locaux jusqu'ici sous exploités mais équilibré sur le plan géographique.

Pour ce qui concerne les projets à caractère réglementaire, le passage aux normes comptables IFRS est devenu une réalité depuis le début de l'année 2005 puisque les comptes consolidés sont désormais établis dans ces nouvelles normes et comparés à des comptes 2004 établis sous le nouveau référentiel (à l'exception, comme le permet la norme IFRS 1, des normes IAS 32 et IAS 39 sur les instruments financiers et IFRS 4 sur les contrats d'assurance dont les dispositions ne sont appliquées qu'à compter de l'exercice 2005).

L'autre grand projet réglementaire que constitue le passage aux nouvelles normes prudentielles Bâle II, fondé pour une part significative sur une refonte de nos outils de stockage des données de gestion, se poursuit selon le calendrier décidé, et laisse augurer un démarrage de la production du nouveau ratio prudentiel dans les délais prévus par la réglementation.

Rapport de gestion

JUIN 2005

Activité commerciale

L'analyse de l'activité commerciale du Groupe Crédit du Nord couvre le périmètre de l'ensemble des banques du Groupe (toutes intégrées depuis novembre 2001 dans le système d'information commun), c'est à dire le Crédit du Nord et ses six filiales bancaires : les banques Courtois, Rhône-Alpes, Tarneaud, Laydernier, Nuger et Kolb.

Les indicateurs présentés sont relatifs à l'activité en euros. Les encours repris correspondent aux encours moyens semestriels alors que les évolutions touchant aux fonds de commerce comparent des chiffres de fin de période (fin juin).

Poursuite du développement des fonds de commerce et de la fidélisation des clients

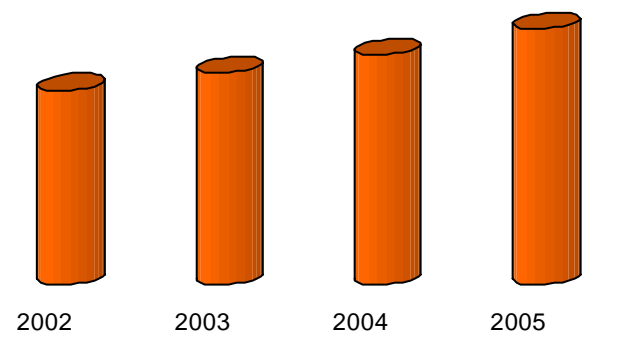
Le premier semestre de 2005 a été marqué par une accélération de la progression du fonds de commerce de particuliers qui atteint désormais 2,2% sur un an. Cette évolution est à mettre en relation avec le déploiement de la nouvelle organisation du travail en agence qui a conduit à orienter l'ensemble des collaborateurs vers le développement commercial. Le rôle des nouvelles agences est, en revanche, encore marginal dans la mesure où leur ouverture est très récente.

FONDS DE COMMERCE PARTICULIERS

(au 30 juin)

Nombre de clients (milliers)

1 206	1 224	1 242	1 270
	+ 1,5%	+ 1,5%	+ 2,2%



La proportion de clients équipés de six produits ou plus, indicateur de la fidélité des clients, poursuit son augmentation régulière à 45,8%. Cet indicateur est utilisé désormais en remplacement de l'indicateur de proportion de clients équipés en trois produits ou plus qui approchait de la saturation à 68%. Le package Norplus, qui constitue le cœur de l'offre en matière de services bancaires sur le marché des particuliers, a poursuivi sa diffusion auprès des clients puisque le nombre de Norplus détenus a augmenté de 4,4% à 572 000, soit sensiblement plus vite que le fonds de commerce. Cette diffusion s'accompagne toujours d'une montée en gamme très significative puisque la version adossée à une carte VISA Premier, a vu sa diffusion progresser de 9,7%.

Notre offre en matière de cartes bancaires s'est enrichie des cartes Personnelle et Gold de la gamme American Express. 10 000 de ces cartes ont été vendues depuis leur lancement.

Le semestre a également été marqué par une action volontariste d'accélération du renouvellement des cartes de nos clients afin de les faire passer au standard EMV (Eurocard Mastercard Visa) destiné à renforcer la sécurité des transactions, notamment lors des paiements à l'étranger.

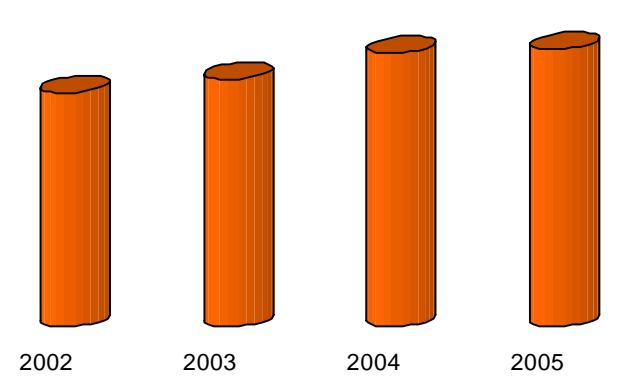
Les accès à la banque via les canaux à distance ont poursuivi leur développement rapide. Le nombre de connexions au site Internet dédié au marché des particuliers a encore progressé de 34% à plus de 5 millions au cours du semestre.

FIDÉLISATION DE NOTRE CLIENTÈLE

(au 30 juin)

Équipement six produits et plus (en %)

42,5	43,5	45,5	45,8
------	------	------	------

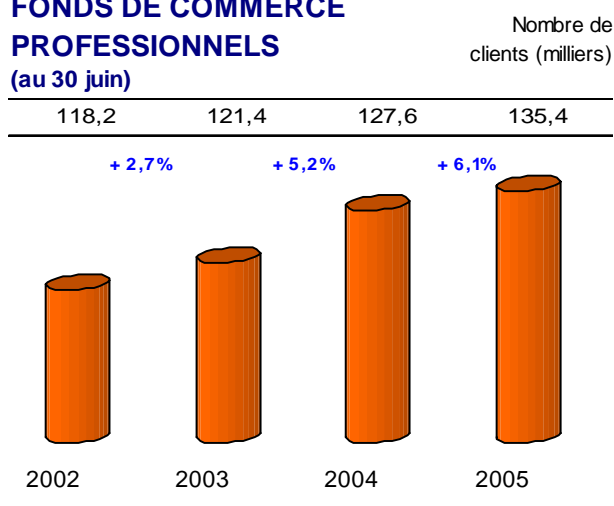


Les taux de croissance sont calculés sur la base des chiffres exacts et non sur la base des chiffres arrondis présentés dans les graphiques. Cette remarque vaut pour l'ensemble des graphiques du rapport.

Rapport de gestion

JUIN 2005

FONDS DE COMMERCE PROFESSIONNELS (au 30 juin)



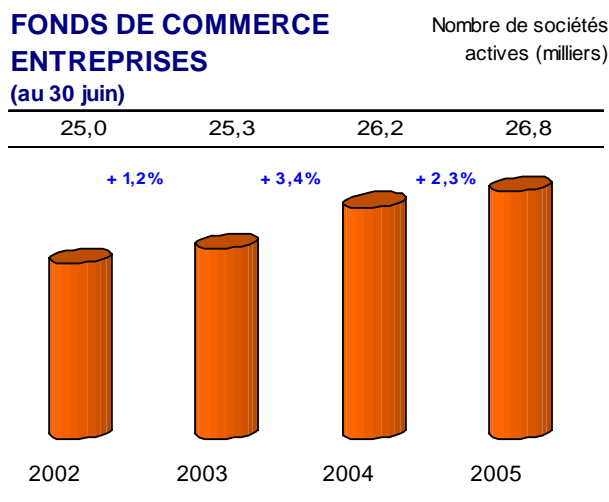
Le développement du marché des professionnels a de nouveau été particulièrement dynamique avec une progression de 6,1% sur un an du fonds de commerce. Le dispositif commercial spécifique du Groupe Crédit du Nord, caractérisé par la présence de conseillers dédiés en charge tant de la partie privée que de la partie commerciale de la relation, contribue fortement au succès rencontré auprès de cette clientèle exigeante. De même l'adaptation permanente de l'offre et le maintien d'un service de caisse dans toutes les agences contribuent à répondre aux attentes de nos clients.

Le très haut niveau d'équipement des clients est sur ce marché également un signe de satisfaction. Le nombre de clients équipés de l'offre packagée Convention Alliance progresse de 21% sur un an alors que les contrats monétiques destinés aux commerçants progressent, eux, de 8,1%.

Le nombre de Plans d'Épargne Interentreprises, produit d'épargne salariale dédié aux petites entreprises, aux entrepreneurs individuels et aux professions libérales, est également en progression forte de 36,1% sur un an à fin juin.

Le nombre de connexions sur le site Internet du marché des professionnels est en progression significative de 37% à 2,2 millions sur le semestre.

FONDS DE COMMERCE ENTREPRISES (au 30 juin)



Le fonds de commerce d'entreprises poursuit son développement sur un rythme régulier. Le déploiement au début du semestre du nouveau poste de travail dédié aux personnes morales donne accès à une vision complète et de synthèse de la relation entreprises (et également de la partie commerciale des professionnels). Cette approche permet la détection des actions à mener et facilite par conséquent une pro activité appréciée des clients.

Plus d'un client entreprise sur deux est désormais détenteur d'un contrat Internet. Le nombre de connexions sur le site dédié aux entreprises a progressé de façon significative de 38% par rapport au 1^{er} semestre 2004, et s'établit à près d'un million au cours des six premiers mois de l'année.

Par ailleurs, le service de télétransmission de données bancaires entre la banque et ses clients, Nortrans, a connu une évolution technique majeure avec l'ouverture de l'accès à trois nouveaux protocoles d'échange d'informations, dont le protocole ETEBAC5.

Sur le marché des institutionnels, deux nouveaux fonds garantis, Etoile Duo garanti 2008 et Etoile Delta, ont été commercialisés avec succès (respectivement 20 et 25 M€ ont été collectés).

Rapport de gestion

JUIN 2005

Les encours d'épargne sont toujours bien orientés

La collecte d'épargne auprès de nos clients a été très forte au cours du semestre sur l'ensemble des marchés et des vecteurs de placement.

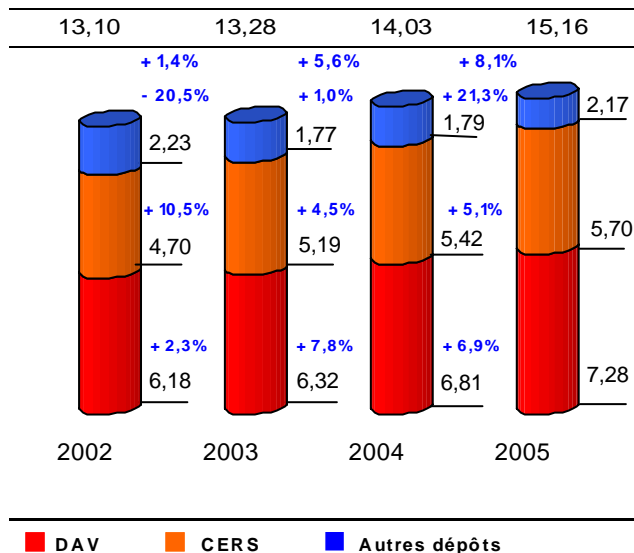
Par ailleurs, les indices boursiers ont connu une évolution favorable (+10,2% pour le CAC 40 entre 2004 et 2005 en moyenne semestrielle), les effets de valorisation se sont par conséquent ajoutés à la collecte pour faire progresser les encours d'épargne confiés (dépôts et épargne hors-bilan) de 3,4% sur un an.

Les encours de dépôts à vue enregistrent encore une progression très soutenue tant sur la clientèle des particuliers que sur celles des professionnels et des entreprises. Si les clients particuliers recommencent à adopter une attitude plus dynamique dans le choix de leurs placements, cela ne les empêche pas de conserver des niveaux de liquidités très confortables. Par ailleurs, les entreprises et les professionnels globalement, ne connaissent pas de tensions de leurs trésoreries.

Les produits à taux réglementés voient leurs encours progresser également, sous l'effet d'un équipement croissant des clients mais aussi en raison de leur rémunération qui demeure attractive (2,25% pour le Codevi par exemple, soit davantage que les taux courts de marché). Seul le Plan d'Épargne Logement connaît un ralentissement marqué, le retour, imposé par la nouvelle réglementation, à sa destination originelle de produit d'épargne préalable à une opération d'endettement immobilier lui ayant fait perdre une bonne partie de son intérêt dans un contexte de bas niveau des taux des crédits acquéreurs.

ENCOURS DE DÉPÔTS BILANTIELS (au 30 juin)

(en Md€)



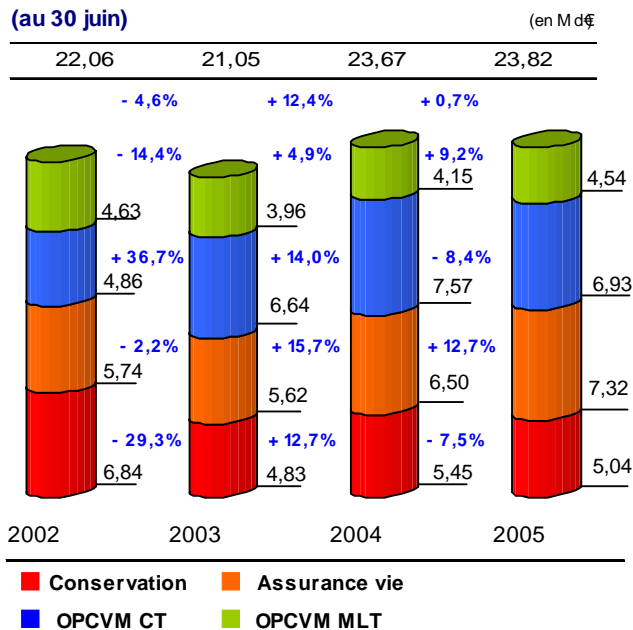
La production d'assurance vie est en forte hausse au cours du semestre (+19,4% par rapport au 1^{er} semestre de 2004) et a été plus orientée vers les supports en unités de compte. Ces derniers, dont un fonds garanti commercialisé ce semestre, Antarius Garanti Avril 2013, ont représenté 38% de la collecte du semestre contre une proportion inférieure à 20% l'année précédente.

Ce signe d'un regain d'intérêt croissant pour les placements investis en actions se retrouve dans les bons chiffres de collecte des OPCVM moyen et long terme.

Rapport de gestion

JUIN 2005

ENCOURS D'ÉPARGNE HORS BILAN (au 30 juin)



La collecte brute d'OPCVM moyen long terme a progressé de 50% sur un an pour les marchés des particuliers et des professionnels et, surtout, la collecte nette est redevenue nettement positive après quatre années de rachats supérieurs aux souscriptions.

Les investissements en OPCVM court terme qui avaient subi des rachats très significatifs en 2004 sont à nouveau à la hausse depuis le début de l'année et les encours s'inscrivent en progression par rapport au second semestre de 2004.

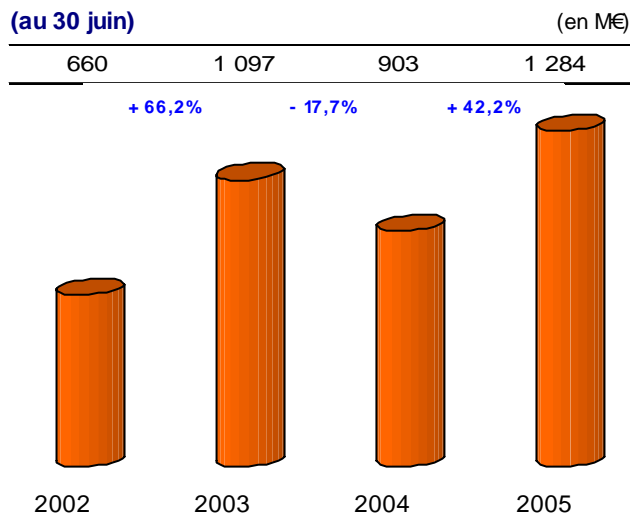
Le recul de la conservation de titres en direct est lié à l'intermédiation croissante sous forme d'OPCVM et d'assurance vie de l'épargne financière des clients. Le développement de l'équipement en PEA, qui se poursuit (+4,4% sur un an en nombre à fin juin et +10,7% en encours) se fait lui aussi selon ce mode intermédié au travers de nos divers supports éligibles.

Reprise d'une forte progression des crédits aux particuliers

Après le tassement de 2004, les productions de crédits à l'habitat sont reparties à la hausse de façon spectaculaire ce semestre et ont dépassé le niveau record de 2003.

La conjoncture immobilière est en effet restée très dynamique avec une demande toujours forte et des prix des logements qui ont entamé leur septième année de hausse ininterrompue, en Ile-de-France comme en province. Il semble toutefois que le niveau atteint par les prix soit désormais devenu prohibitif pour nombre de primo-accédants, le marché devenant de plus en plus un marché de deuxième ou troisième accession et d'investisseurs. Cette évolution laisse peut être augurer un ralentissement du marché pour les trimestres à venir même si le très bas niveau des taux longs est venu soutenir la demande au cours du premier semestre.

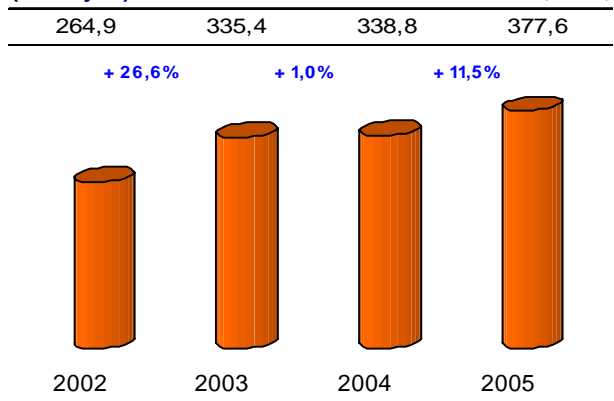
PRODUCTION DE CRÉDITS À L'HABITAT (au 30 juin)



Rapport de gestion

JUIN 2005

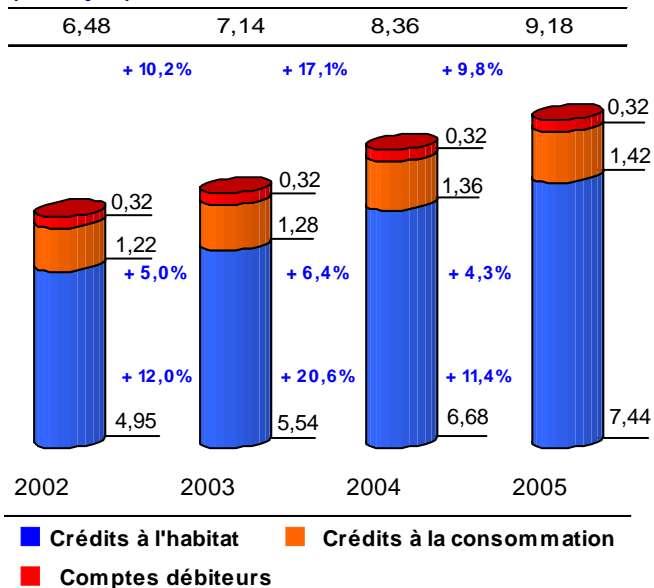
PRODUCTION DE PRÊTS PERSONNELS (au 30 juin) (en M€)



La production de prêts personnels a de nouveau été bonne ce semestre. La consommation est restée bien orientée, surtout dans sa composante biens durables à laquelle est souvent associé un besoin de financement (la consommation d'automobiles a progressé de 4,5% sur les cinq premiers mois de l'année et celle de biens d'équipement du logement de 11,8%).

En revanche, les encours de crédits revolving ont reculé de façon très significative (-5,2%) et les encours de comptes débiteurs de particuliers ont stagné (+0,3%). Ces éléments semblent indiquer que les ménages ont aujourd'hui, en moyenne, des situations de trésorerie plutôt confortables. Ceci est confirmé par le niveau élevé des encours de dépôts à vue (déjà évoqué) ainsi que par le recul des incidents de fonctionnement de compte (-0,7% pour le nombre de commissions d'intervention facturées dans le cadre de la Facilité Temporaire de Trésorerie).

ENCOURS DE CRÉDITS AUX PARTICULIERS (au 30 juin) (en Md€)



Au total, les encours de crédits accordés aux particuliers s'inscrivent en forte progression, tirés par les crédits à l'habitat et les prêts personnels.

Rapport de gestion

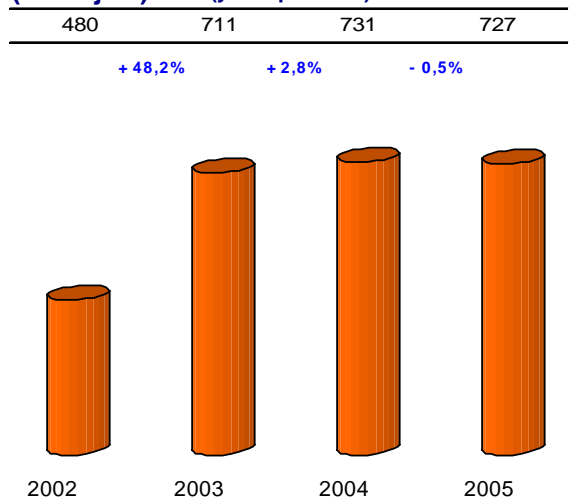
JUIN 2005

Les crédits aux entreprises sont, en revanche, peu dynamiques

Les productions de crédits d'équipement se sont stabilisées au niveau élevé observé chaque premier semestre depuis 2003. L'investissement des entreprises, sans être très tonique, évolue positivement et le développement des fonds de commerce de professionnels et d'entreprises contribue à alimenter la demande pour ce type de financement.

PRODUCTION DE CRÉDITS D'ÉQUIPEMENT

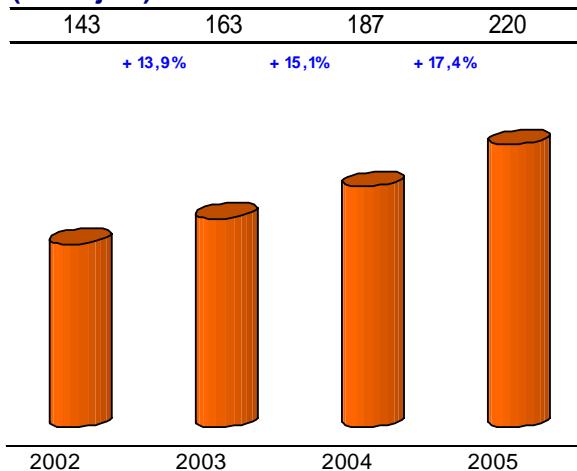
(au 30 juin) (y compris PBE) ⁽¹⁾ (en M€)



⁽¹⁾ Prêts bonifiés aux entreprises

PRODUCTION DE CRÉDIT-BAIL MOBILIER

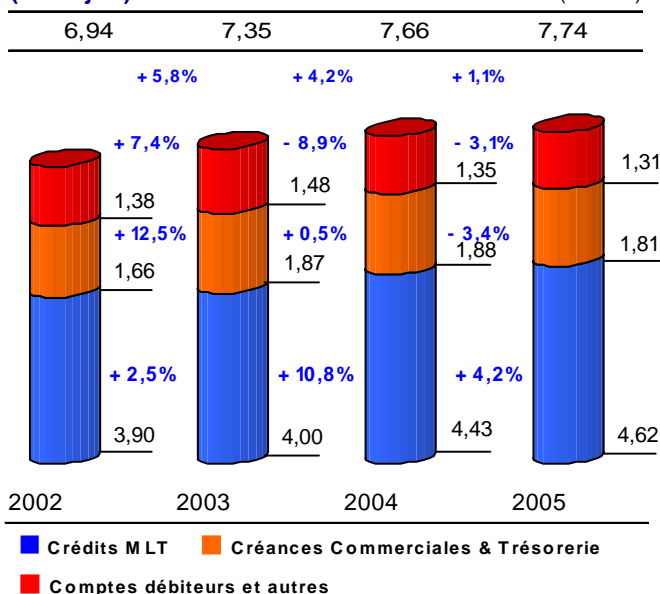
(au 30 juin) (en M€)



A ce constat sur l'orientation de la demande s'ajoute une volonté stratégique forte de développer le crédit-bail mobilier pour lequel le Groupe Crédit du Nord s'est doté d'une filiale dédiée, Star Lease, depuis 2001. Les productions de crédit-bail mobilier connaissent ainsi une croissance très rapide au premier semestre de 2005.

ENCOURS DE CRÉDITS AUX ENTREPRISES

(au 30 juin) (en Md€)



Les encours de crédits aux entreprises progressent très lentement ce semestre en dépit de résultats convenables sur la composante crédits d'équipement (+4,2%).

Les crédits court terme sont, en effet, en repli sensible. Comme pour les particuliers, cette évolution est à rapprocher d'encours de dépôts à vue en forte progression et donc de situations de trésorerie plutôt saines. Parmi les crédits court terme, seules les créances commerciales évoluent positivement (+3,1%) grâce à une action de relance de l'offre du Groupe en la matière, en particulier sur sa composante cessions de créances Dailly qu'elle soit réalisée sous forme d'escompte ou de simple garantie.

Rapport de gestion

JUIN 2005

Évolutions financières

Les données présentées ci-après sont directement issues des chiffres comptables portant sur la totalité du périmètre de consolidation.

Le périmètre de consolidation n'a pas enregistré d'évolution significative en 2005. En 2004, il enregistrait l'entrée de la SNC Europe Lafayette, détenue à 100% par la banque Rhône-Alpes, intégrée désormais globalement et dont les seuls actifs sont des biens immobiliers et un contrat de crédit-bail.

Dans le but d'apporter des compléments d'information sur les évolutions des principaux soldes intermédiaires de gestion, nous ferons référence à des analyses de gestion qui portent sur des périmètres précisés dans le corps du texte. Ces analyses concernent l'activité Banque de détail dont les résultats financiers représentent plus de 90% des résultats financiers du groupe.

Les chiffres présentés pour les comptes 2004 et 2005 sont établis dans les nouvelles normes comptables IFRS, y compris les normes 32 et 39 et IFRS 4 en 2005, hors ces trois normes en 2004. Ils sont comparés à un historique établi selon les normes françaises en 2003.

	30/06/05 M€ (1)	30/06/04 M€ (2)	VARIATION % 2005/2004
Intérêts nets et revenus divers	383,6	372,6	+ 3,0
Commissions nettes	295,1	277,7	+ 6,3
PNB	678,7	650,3	+ 4,4

Le PNB consolidé du Groupe Crédit du Nord enregistre une progression de 4,4% par rapport à l'année passée, grâce à la bonne résistance des intérêts nets et divers, en hausse de 3,0% et à des commissions nettes en progression de 6,3%.

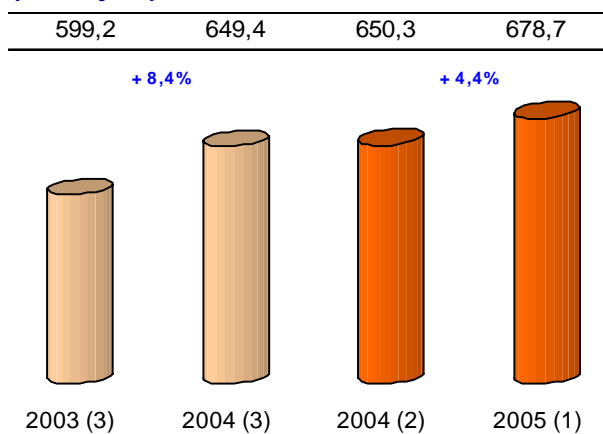
Hors impact de la réévaluation de la provision sur engagements futurs attachés aux PEL (cf. page 4), le PNB semestriel aurait connu une progression de 5,0%.

Le PNB du trimestre intègre en outre le coût du rachat par le CDN de titres participatifs émis en 1985 et 1990 pour -3,2 M€, et une plus value de cession de titres non stratégiques pour + 3,0 M€.

L'analyse de gestion portant sur le périmètre de toutes les banques du Groupe CDN permet d'apporter un éclairage sur l'évolution des composantes de notre PNB.

PRODUIT NET BANCAIRE (au 30 juin)

Périmètre Groupe consolidé (en M€)



Au 30 juin 2005, la marge commerciale sur dépôts et crédits a enregistré une progression de 2,4%, soit +7,6 M€ (+4,8% au premier semestre 2004, soit +14,4 M€).

Le début d'année 2005 a en particulier été marqué par un fort ralentissement de l'essor de la marge sur crédits à +1,4% (soit +1,9 M€) par rapport à la même période de l'année passée.

(1) Normes IAS/IFRS y compris les normes 32 et 39 et IFRS 4
 (2) Normes IAS/IFRS hors les normes 32 et 39 et IFRS 4
 (3) Normes françaises

Rapport de gestion

JUIN 2005

Le maintien à un faible niveau des taux courts a eu pour conséquence un effet favorable sur les taux de marge des comptes débiteurs et des crédits court terme, qui surcompense légèrement la perte de volume.

Par ailleurs, l'augmentation des encours de crédit habitat (+11,4%), a permis une progression de la marge correspondante, en dépit d'un léger effritement du taux de marge sur encours. Enfin, la croissance des encours de crédit d'équipement s'est élevée à 4,2%, la hausse de la marge sur ces encours étant de 2,2%.

En ce qui concerne les dépôts, les encours de dépôts à vue confirment leurs très bonnes orientations (+6,9%) compensant la contraction liée à la baisse des taux.

Les encours d'épargne réglementée progressent (+5,1%), sous l'effet moteur de l'épargne sur livret (+11,7%), des CODEVI (+8,5%), et plus accessoirement des comptes épargne logement (+4,1%) et des plans d'épargne logement (+4,2%).

Au total, les marges sur dépôts s'améliorent de 5,7 M€ (+3,2%).

Les commissions nettes consolidées augmentent de 6,3% d'une année sur l'autre grâce à la récurrence de la progression des commissions bancaires et à une conjoncture boursière et financière plus favorable.

Les commissions financières ont bénéficié de l'amélioration du contexte boursier : la hausse de 10,2% du CAC 40 en moyenne semestrielle contribue à une augmentation des commissions de gestion sur OPCVM.

Les commissions liées à l'assurance-vie (gestion : +8,7% et placement +11,6%) ont profité d'une bonne collecte et de la progression des encours (+12,7%) liée aussi pour partie à la reprise du CAC.

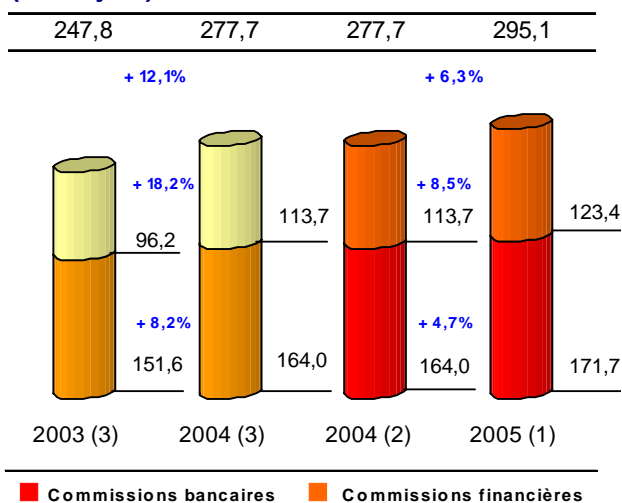
Les commissions de services continuent de croître. Elles enregistrent une hausse de 4,7% ⁽⁴⁾ à fin juin 2005 (après +8,2% en 2004 par rapport à 2003).

Les principaux postes en forte évolution sont :

- les commissions packages (+7,4% ; clients particuliers +5,1%, clients professionnels +14,1%) ;
- les commissions de mouvement (+8,7%) dont l'évolution reflète le développement de nos relations au quotidien avec la clientèle des professionnels et des entreprises ;
- les commissions monétiques (+14,4%) ;
- les commissions télématiques (+9,3%) ;

A contrario les commissions étrangers (-9,5%) subissent encore l'effet de baisse des tarifs du virement Européen, ainsi que le fort développement de l'utilisation du virement par internet.

COMMISSIONS NETTES ⁽⁴⁾ Périimètre Groupe consolidé (en M€)
(au 30 juin)



⁽¹⁾ Normes IAS/IFRS y compris les normes 32 et 39 et IFRS 4

⁽²⁾ Normes IAS/IFRS hors les normes 32 et 39 et IFRS 4

⁽³⁾ Normes françaises

⁽⁴⁾ Retraitées sur 2003 d'un transfert de compte entre les deux natures de commissions

Rapport de gestion

JUIN 2005

Les charges d'exploitation

	30/06/05 M€ (1)	30/06/04 M€ (2)	VARIATION % 2005/2004
Charges de personnel	287,0	282,7	+ 1,5
Impôts et taxes	14,1	12,7	+ 11,0
Autres charges	123,4	118,7	+ 4,0
Amortissements	27,5	25,3	+ 8,7
TOTAL FRAIS GÉNÉRAUX	452,0	439,4	+ 2,9

Les frais généraux atteignent 452,0 M€, en progression maîtrisée de 2,9% à fin juin 2005.

A noter qu'à fin juin 2005, le Crédit du Nord a immobilisé 12,8 M€ au titre des projets informatiques, contre 13,0 M€ à fin juin 2004. Le projet informatique CHOPIN (refonte du poste de travail) mis en exploitation au deuxième trimestre 2004 est rentré dans sa phase d'amortissement depuis mai 2004 pour une charge mensuelle de 600 K€.

- L'évolution des charges de personnel, de 1,5% par rapport à 2004, est essentiellement liée à trois facteurs : l'amélioration de la profitabilité du Groupe, qui a conduit à majorer les sommes provisionnées au titre de l'intéressement et de la participation (+16,2% soit 2,8 M€) ; la progression de la masse salariale limitée à +0,5% soit +1,4 M€ et de divers mouvements de passifs sociaux et de provisions pour dettes sociales.

	30/06/05	30/06/04	30/06/03	VARIATION % 2005/2004
Effectif en activité proraté Groupe	7 512	7 488	7 659	+ 0,3
Effectif moyen net présent Groupe	7 804	7 781	7 963	+ 0,3

- Les autres charges ressortent en hausse de +4,0%, conformément à nos prévisions. Les principales évolutions tiennent à l'effet de notre programme de développement.

- Loyers et charges locatives : + 5,3% soit +0,8 M€ par rapport à 2004 ;
- Autres charges sur immeubles : + 4,6% soit +0,4 M€ ;
- Matériel non informatique : + 4,2% soit + 0,2 M€.

(1) Normes IAS/IFRS y compris les normes 32 et 39 et IFRS 4

(2) Normes IAS/IFRS hors les normes 32 et 39 et IFRS 4

(3) Normes françaises

Rapport de gestion

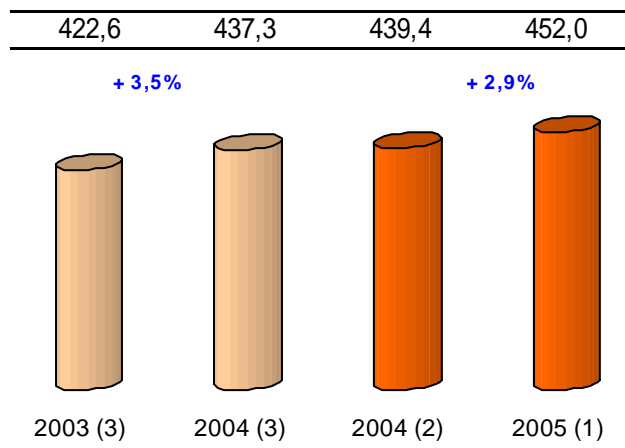
JUIN 2005

- Les amortissements sont en hausse de 8,7% par rapport à fin juin 2004 du fait du début de l'amortissement du projet informatique de refonte de notre poste de travail (cf. supra) qui a pesé pleinement en 2005 et seulement pour partie en 2004.

- Les impôts et taxes progressent de 11,0 % en raison de la prise en compte dans l'abonnement de la taxe professionnelle du plancher de cotisation assis sur la valeur ajoutée, ce qui n'avait pas été le cas en 2004 ou la charge avait été comptabilisée en fin d'année.

CHARGES D'EXPLOITATION (au 30 juin)

Périmètre Groupe consolidé (en M€)



Le résultat brut d'exploitation

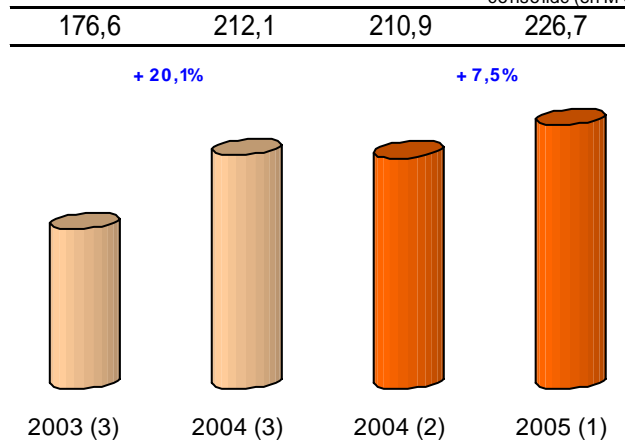
	30/06/05 M€ (1)	30/06/04 M€ (2)	VARIATION % 2005/2004
PNB	678,7	650,3	+ 4,4
Frais généraux	452,0	439,4	+ 2,9
RBE	226,7	210,9	+ 7,5

L'effet combiné d'une évolution très favorable de notre PNB et d'une augmentation maîtrisée de nos frais de gestion conduit à une progression significative du RBE à +7,5% sur le premier semestre 2005 et poursuit la tendance enregistrée depuis le second semestre 2003 après la fin de la baisse des marchés boursiers.

Hors impact de la réévaluation de la provision sur engagements futurs attachés aux PEL (cf. page 4), le RBE semestriel aurait connu une progression de 9,4%.

RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION (au 30 juin)

Périmètre Groupe consolidé (en M€)



(1) Normes IAS/IFRS y compris les normes 32 et 39 et IFRS 4

(2) Normes IAS/IFRS hors les normes 32 et 39 et IFRS 4

(3) Normes françaises

Rapport de gestion

JUIN 2005

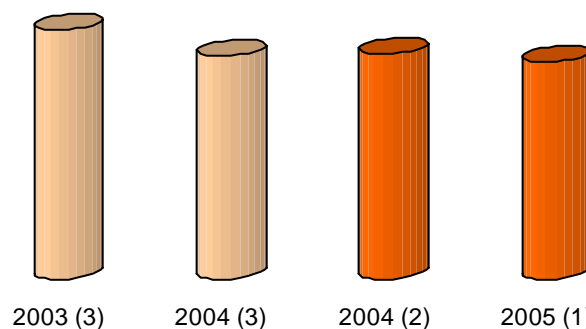
Parallèlement, le coefficient d'exploitation est en baisse de 1,0 points sur le coefficient de 67,6% affiché à fin juin 2004 ⁽²⁾, pour s'établir à 66,6% ⁽¹⁾.

COEFFICIENT D'EXPLOITATION

(au 30 juin)

Périmètre Groupe consolidé (en %)

70,5	67,3	67,6	66,6
------	------	------	------



Le coût du risque

Le coût du risque ⁽⁴⁾ consolidé du Groupe Crédit du Nord s'élève à 27,9 M€ en diminution de 20,1% par rapport à celui constaté fin juin 2004.

Rapporté au total des crédits consentis par le Groupe, ce niveau de dotation s'établit à 0,29%, contre 0,39% à fin juin 2004, traduisant notamment le développement du Groupe sur les crédits aux particuliers, moins risqués que ceux consentis aux entreprises, mais également une gestion efficace de nos risques sur les entreprises et les professionnels.

EN MILLIONS D'EUROS	30/06/05 (1)	30/06/04 (2)	30/06/04 (3)	30/06/03 (3)
Coût du risque	27,9	35,0	34,9	29,2
Encours de crédits	19 166	18 014	18 014	16 302
Coût du risque sur encours	0,29%	0,39%	0,39%	0,36%

⁽¹⁾ Normes IAS/IFRS y compris les normes 32 et 39 et IFRS 4

⁽²⁾ Normes IAS/IFRS hors les normes 32 et 39 et IFRS 4

⁽³⁾ Normes françaises

⁽⁴⁾ Le coût du risque représente la charge nette de provisionnement sur l'activité bancaire (dotations diminuées des reprises aux comptes de provisions), ainsi que les pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions, minorées des récupérations sur créances amorties. Par application des normes IFRS, le coût du risque intègre désormais l'effet d'actualisation lié au délai de récupération des flux de trésorerie attachés aux créances douteuses (principal et intérêts).

Rapport de gestion

JUIN 2005

Dans un environnement économique globalement non adverse à défaut d'être porteur et compte tenu d'une gestion financière saine de nos clients, la qualité du risque du Groupe Crédit du Nord reste bonne : le taux d'encours douteux et contentieux bruts sur les encours totaux s'améliore passant de 6,0% à fin juin 2004 à 5,3% à fin juin 2005 du fait,

notamment, de la non comptabilisation en normes IFRS des intérêts sur créances contentieuses (comptabilisés et provisionnés à 100% en normes française) dans les encours de créances douteuses et contentieuses. Ce traitement conduit à légèrement dégrader le ratio global de couverture. Ainsi retraité, ce ratio serait de 58% fin juin 2004.

EN MILLIONS D'EUROS	30/06/05 (1)	30/06/04 (3)	30/06/03 (3)
Créances douteuses et contentieuses (montant brut)	1 041,4	1 128,5	1 120,8
Provisions sur créances douteuses et contentieuses	-601,0	-688,4	-706,7
Taux d'encours douteux et contentieux bruts sur encours totaux bruts	5,3%	6,0%	6,6%
Taux d'encours douteux et contentieux nets sur encours totaux nets	2,3%	2,4%	2,5%
Taux de provisionnement des encours douteux et contentieux (y compris crédit-bail)	57,7%	61,0%	63,1%

La dégradation apparente entre juin 2003 et juin 2004 du taux de provisionnement des encours douteux et contentieux est la conséquence de la mise en œuvre de règles plus strictes de déclassement des créances en douteux.

Le résultat courant avant IS

	30/06/05 M€ (1)	30/06/04 M€ (2)	VARIATION % 2005/2004
RBE	226,7	210,9	+ 7,5
Coût du risque	-27,9	-35,0	- 20,3
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	198,8	175,9	+ 13,0
Résultat en équivalence	0,6	0,9	- 33,3
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	1,4	0,1	NS
RÉSULTAT COURANT AVANT IS	200,8	176,9	+ 13,5

(1) Normes IAS/IFRS y compris les normes 32 et 39 et IFRS 4

(2) Normes IAS/IFRS hors les normes 32 et 39 et IFRS 4

(3) Normes françaises

Rapport de gestion

JUIN 2005

Après comptabilisation du coût du risque, le résultat d'exploitation du Groupe Crédit du Nord atteint 198,8 M€, en augmentation de 13,0% par rapport à 2004.

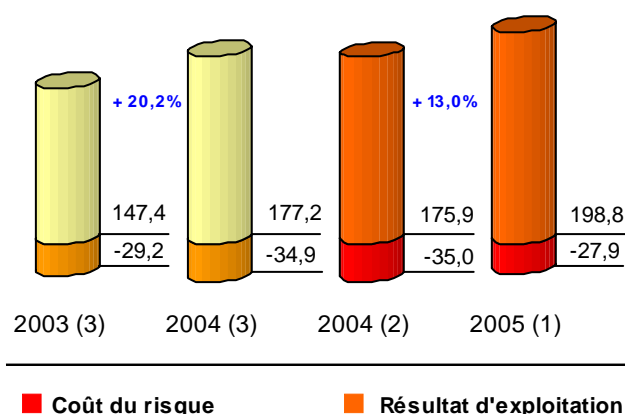
Le résultat courant avant IS s'établit à 200,8 M€ en progression de 13,5% par rapport à 2004.

En 2005, les gains ou pertes sur actifs immobilisés n'enregistrent aucune opération majeure, mais quelques cessions diffuses d'immeubles.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION (au 30 juin)

Périmètre Groupe consolidé (en M€)

RBE :	176,6	212,1	210,9	226,7
-------	-------	-------	-------	-------



Le résultat net

	30/06/05 M€ (1)	30/06/04 M€ (2)	VARIATION % 2005/2004
RÉSULTAT COURANT AVANT IS	200,8	176,9	+ 13,5
Résultat exceptionnel	0,0	4,1	NS
Impôt sur les sociétés	-69,7	-62,1	+ 12,2
Amortissements survaleurs	0,0	-2,0	NS
Intérêts minoritaires	-3,5	-2,7	+ 29,6
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	127,6	114,2	+ 11,7

Le résultat exceptionnel à fin juin 2004 de 4,1 M€ correspond à l'écart de première consolidation lié à l'entrée dans le périmètre du Groupe Crédit du Nord de la SNC Europe Lafayette.

Après impôt sur les sociétés, le résultat net part du groupe s'établit à 127,6 M€, en progression de 11,7% par rapport à fin juin 2004.

(1) Normes IAS/IFRS y compris les normes 32 et 39 et IFRS 4

(2) Normes IAS/IFRS hors les normes 32 et 39 et IFRS 4 et hors reclassement IAS/IFRS, en PNB, du résultat exceptionnel de 2004

(3) Normes françaises

Rapport de gestion

JUIN 2005

Capitaux propres

	30/06/05 M€ (1)	30/06/04 M€ (2)	30/06/04 M€ (3)
Capitaux propres fin de période	1 267,3	1 163,6	1 163,6
<i>dont part du Groupe</i>	1 235,4	1 133,6	1 133,6
Capitaux propres moyens	1 180,6	1 120,4	1 120,4
Fonds propres	1 488,0	ND	1 429,8
Risques pondérés de crédit	16 330,6	ND	15 354,9
Ratio de solvabilité consolidé	9,11%	ND	9,31%
<i>dont Tier One</i>	6,72%	ND	6,78%

Les mouvements qui ont affecté les capitaux propres du Groupe en 2005 ont consisté en l'incorporation dans les réserves du résultat consolidé après paiement des dividendes ainsi que l'imputation à hauteur de +3,4 M€ de l'effet des normes IAS 32&39 et IFRS 4. L'impact des normes IAS/IFRS hors 32&39 et IFRS 4 a été comptabilisé au 1^{er} janvier 2004 à hauteur de -29,8 M€.

Il convient de noter que les ratios de solvabilité sont présentés à titre d'information puisque, compte tenu de son actionnariat, le Groupe Crédit du Nord n'est pas assujéti individuellement au respect des ratios réglementaires de solvabilité.

Ils permettent toutefois de calculer la rentabilité normative du Groupe Crédit du Nord sur la base d'une exigence de fonds propres Tier One égale à 6% des encours pondérés de crédits. Cette rentabilité normative s'établit à 24,3% contre 22,9% (22,0% hors résultat exceptionnel) pour juin 2004.

La rentabilité des capitaux propres comptables, après impôts, s'établit, quant à elle, à 20,7% pour un Tier One de 6,7% contre une rentabilité à fin juin 2004 de 20,1% (19,4% hors résultat exceptionnel) pour un Tier One de 6,8%.

(1) Normes IAS/IFRS y compris les normes 32 et 39 et IFRS 4

(2) Normes IAS/IFRS hors les normes 32 et 39 et IFRS 4

(3) Normes françaises

Rapport de gestion

JUIN 2005

Perspectives d'avenir

Le Groupe Crédit du Nord maintient une très bonne dynamique tant commerciale que financière. La croissance d'ensemble des revenus est soutenue par toutes les composantes du PNB.

Le haut niveau de satisfaction client que font ressortir les enquêtes auprès de nos clients, associé à la croissance des fonds de commerce, laissent augurer que le développement commercial des trimestres à venir pourra s'appuyer sur des fondamentaux solides. Renforcé par l'ambitieux programme d'ouvertures d'agences lancé à l'automne 2004, le Groupe devrait trouver dans les années à venir de nouveaux relais de croissance.

Le principal sujet de préoccupation pour le court terme réside dans l'atonie de l'économie française qui, en dépit de la présence de nombreux stabilisateurs au sein des différentes sources de revenus d'une banque de détail, finit par peser sur les possibilités de développement de notre PNB essentiellement en raison de la faiblesse des besoins des entreprises en matière de financement du cycle d'exploitation.

La confirmation de la bonne tenue des marchés financiers pourrait à l'inverse conforter le PNB du Groupe lors du second semestre de 2005 à travers les commissions financières. Les résultats commerciaux du début d'année en terme de collecte d'assurance vie et d'OPCVM moyen et long terme porteront en effet pleinement leurs fruits sur cette période.

Au total, l'année 2005 devrait s'inscrire dans la continuité des années 2003 et 2004 et confirmer la pertinence du modèle bancaire adopté par le Groupe Crédit du Nord, les bons résultats financiers fournissant la capacité de poursuivre le développement du Groupe sur le marché bancaire français.

Le résultat du Crédit du Nord au 30 juin 2005 en normes françaises

A noter que les comptes sociaux du Crédit du Nord enregistraient en 2004 les conséquences de l'application de la recommandation 2003-R01 du Conseil National de la Comptabilité, et donc, de la reconnaissance, par le résultat exceptionnel, de certains avantages sociaux postérieurs à l'emploi pour -19,3 M€. Par ailleurs, sur ce même exercice 2004, le Groupe a choisi de changer le mode de comptabilisation de certaines commissions, ce qui a impliqué la reconnaissance de produits perçus d'avance par imputation, dans les comptes sociaux, sur le résultat exceptionnel pour -11,3 M€. En 2005, le résultat exceptionnel du Crédit du Nord enregistre, conformément aux CRC 2002-03, 89-01, 2002-10 et 2004-06, l'impact en amortissement de l'approche par composants des immeubles (-0,2 M€), l'effet d'actualisation des provisions sur engagements douteux, contentieux et des litiges (-10,8 M€) et l'évaluation des opérations de change à terme en juste valeur (-0,9 M€)

A fin juin 2005, le RBE du Crédit du Nord social s'établit à 191,5 M€ en augmentation de 1,0% par rapport à celui de fin juin 2004. Cette évolution résulte d'une progression du PNB (+1,0%), affectée d'une baisse des dividendes perçus auprès de ses filiales (-6,7 M€), et d'autre part, d'une bonne maîtrise des frais généraux (+1,1%).

Le coût du risque à 15,1 M€ est en baisse de 14,0% par rapport à celui de fin juin 2004.

Après dotations aux provisions sur titres intra-groupe pour -9,0 M€, le résultat courant avant impôt atteint 167,4 M€, en baisse de 7,9% par rapport à fin juin 2004.

Le résultat exceptionnel enregistre l'incidence de changement de méthodes comptables (cf. supra) pour -11,9M€. En conséquence et après impôt sur les bénéfices, le résultat s'établit à 118,5 M€, contre 123,9 M€ en 2004.